



Cofinancé par
l'Union européenne

Termes de Référence de l'évaluation finale

Intitulé du projet	
PARTICIPE : Citoyenneté active pour un processus électoral plus transparent, démocratique et égalitaire à Madagascar	
1	Contexte
	<p>La Fondation Friedrich-Ebert Madagascar (FES) et la Délégation de l'Union Européenne à Madagascar et aux Comores (DUEM) lancent conjointement le Projet Participe qui a pour objectif de sensibiliser les citoyens à devenir des acteurs engagés dans la mise en place d'un processus électoral plus transparent, démocratique et égalitaire à Madagascar à la veille des élections présidentielles et législatives.</p> <p>Les crises récurrentes du pays sont l'une des caractéristiques stables de la trajectoire de développement malgache au cours des six dernières décennies, dont les raisons sont à rechercher dans un nation-building toujours inachevé, une économie de rente très organisée ainsi qu'un manque de vision politique pour l'avenir du pays. Plus que jamais, Madagascar est menacé par une crise sociale imminente à la veille des élections 2023. Partant de ce constat, la FES propose avec ce projet une contribution à la vie politique malgache et son processus électoral, notamment à deux niveaux : (1) Sur le plan politique, la FES constate une hypercentralisation opaque du pouvoir de décision politique au sein de l'exécutif du pays. L'image de la politique dans son ensemble en pâtit considérablement. Un sondage réalisé par la FES en 2021 montre que seuls 42% des gens font confiance au gouvernement. 69% des personnes n'ont plutôt pas ou pas du tout confiance en l'État de droit du pays. Un modèle de gouvernance démocratique et les principes qui le sous-tendent sont soumis à une forte pression de légitimation à Madagascar et nécessitent un engagement accru, que ce projet entend mener. (2) Au niveau de la société, Madagascar est confronté à des défis urgents, mais la capacité d'innovation du pays est globalement faible. Il existe un besoin concret de renforcer la société dans une approche inclusive par le biais de multiplicateurs de sa jeunesse et de ses femmes et de la capacité à participer à la politique. Cependant, il ne s'agit pas d'une réponse aux résultats d'analyses théoriques, mais aussi d'un projet basé sur un dialogue avec les principaux groupes cibles. C'est justement en dehors de l'appareil de l'administration publique que des succès semblent possibles : dans les écoles, dans les initiatives privées, dans les start-ups, dans les organisations de la société civile. C'est en discutant avec des leaders émergents de partis politiques et de jeunes journalistes que le concept du présent projet a été développé afin de créer le plus grand bénéfice possible pour la société malgache dans son ensemble. L'action vise à contribuer à la construction d'une société malgache résiliente, inclusive et démocratique en atteignant deux objectifs, l'un au niveau des citoyens et l'autre au niveau du système des partis politiques. En effet, il faut à la fois une participation plus active des citoyens malgaches (jeunes et femmes) aux affaires publiques et à la vie politique de Madagascar et un système de partis politiques malgaches transparent et démocratique.</p>
2	Bref aperçu du projet
	<p>Objectif de l'action :</p> <p>Objectif Général : Contribuer à la construction d'une société malgache résiliente, inclusive et démocratique</p>



Objectifs Spécifiques :

OS1 : La participation active citoyenne des jeunes et des femmes dans les affaires publiques et la vie politique au Madagascar est renforcée.

OS 2 : Les capacités du système de partis politiques malgache sont renforcées pour un processus électoral plus transparent, démocratique, participatif et égalitaire.

Groupes cibles :

GC1 : ≥ 100 (20 par région) champions régionaux du changement (dont 50% femmes).

GC2 : ≥ 25 jeunes leaders/multiplicateurs (50% femmes)

GC3 : ≥ 500 jeunes universitaires (100 par région)

GC4 : \geq environ 3000 jeunes citoyens malgaches atteints par les campagnes de communication au niveau national (3000 par le podcast, parmi eux 1500 par l'édition spéciale de « Politikà »).

GC5 : \geq environ 250 membres des partis politiques communication non conflictuelle.

GC6 : ≥ 100 jeunes activistes des associations d'observation des élections et organes de surveillance institutionnels.

BF 1 : environ 2 500 000 citoyens malgaches.

Produits escomptés :

PE 1.1 : Les capacités de 100 jeunes politiques au niveau régional (GC1) sont renforcées afin de plaider en faveur de leur inscription sur les listes des partis politiques et de la démocratie et de la participation citoyenne aux processus électoraux

PE 1.2 : Les capacités de 25 jeunes leaders/multiplicateurs au niveau national (GC2) sont renforcées en ce qui concerne la compréhension des processus électoraux démocratiques, les processus de prise de décision, et de la participation citoyenne

PE 1.3 : 5 conférences de presse, 5 campagnes de sensibilisation et 1 campagne de communication sont organisées pour informer le public sur le processus électoral et la politique à Madagascar

PE 1.4 : 5 débats publics démocratiques (1 par région) invitant au pluralisme d'idées et en collaboration avec les universités régionales sont organisés.

PE 2.1 : 2 études sont publiées dans un rapport, comprenant également des stratégies et des propositions visant à encourager les réformes législatives et les décisions politiques

PE 2.2 : Au moins 250 représentants des 10 partis politiques sont formés aux questions clés des processus démocratiques et entrent dans 3 dialogues multipartites sur les processus électoraux démocratiques et équitables.

PE 2.3 : 2 réunions stratégiques de mise en réseau (pré et post-électorales) avec et entre au moins 10 OSC sont organisées pour renforcer l'impact des actions des OSC en tant qu'organe de supervision pendant les élections.

Activités principales :

A.1.1.1 : Organiser 5 ateliers (1 par région) de 5 jours chacun pour renforcer les capacités des 100 jeunes et des femmes politiques (GC1).

A.1.1.2 : Organiser 5 dialogues directs entre les jeunes citoyens (GC1), les élus et les décideurs au niveau national, régional et communal (1 dialogue pour chaque région ciblée).

A.1.2.1 : Organisation de 9 ateliers consécutifs de 3,5 jours chacun "Youth Leadership Training Program" à Antananarivo pour 25 jeunes et femmes (GC2), afin de les encourager à devenir des multiplicateurs de bonnes pratiques démocratiques et à participer à la vie politique, 1 évènement de lancement et 1 évènement de sortie de promotion.

A.1.2.2 : Organiser 1 Modèle Assemblée Nationale (simulation politique) en partenariat avec l'Assemblée Nationale pour les 25 jeunes leaders (GC2).



Cofinancé par
l'Union européenne

	<p>A.1.3.1 : Organisation de 5 ateliers (1/région cible) de création et de production de matériel de campagne en collaboration avec les jeunes politiciens et les femmes (GC1) au niveau régional.</p> <p>A.1.3.2 : Organisation de 5 campagnes de sensibilisation au niveau régional (1/région cible) aux enjeux des processus électoraux</p> <p>A.1.3.3 : Organisation de 1 session de 2 jours avec de jeunes leaders (GC2) afin de les préparer à produire des podcasts de qualité pour la campagne de communication au niveau national.</p> <p>A.1.3.4 : Créer et diffuser 1 podcast/mois (12 au total) : Les podcasts sont des séquences d'interviews réalisées par les 25 jeunes leaders du groupe cible GC2) avec d'autres jeunes personnalités actives dans le domaine discuté et disposant d'expériences et de connaissances qu'elles peuvent partager avec le grand public.</p> <p>A.1.3.5 : Publication de 1 édition spéciale « Politikà Elections » et 1 édition spéciale Politikà « Jeunes Citoyens » dans le cadre de la campagne de communication au niveau national.</p> <p>A.1.4.1 : Organisation de 5 débats publics démocratiques (1/région cible) en collaboration avec les universités régionales et avec le soutien du groupe cible GC1, en encourageant le pluralisme des idées et la participation du public</p> <p>A.2.1.1 : Réalisation de 2 études qui fournissent aux décideurs politiques des connaissances scientifiques sur les thèmes (1) « Le projet de société à l'image du citoyen » et (2) « Le profil méritant d'un Président de la République selon les citoyens », comprenant également des recommandations concrètes. Ces études seront reproduites (en ligne et imprimées) et accessibles à tous les citoyens et aux organisations de jeunesse.</p> <p>A.2.2.1 : Organisation et réalisation de 5 formations de 2 jours pour 10 partis politiques (une formation pour environ 2 partis politiques), pour au moins 250 représentants au total, pour le renforcement des capacités et l'amélioration de l'intégrité, de la transparence et de la fiabilité des processus électoraux (y compris la transmission d'informations sur les normes internationales relatives au financement transparent des partis politiques, à la démocratie interne et à l'inclusion dans la sélection des candidats et des titulaires de mandats et pour promouvoir les conditions de concurrence équitables dans les processus électoraux).</p> <p>A.2.2.2 : Création d'un code de conduite interpartis pour prévenir les fraudes et la violence électorales, afin de garantir l'apaisement politique post-élection et instaurer un climat favorable à la bonne gouvernance du pays par le respect des résultats des élections, 10 rencontres multipartites sur des questions politiques d'intérêt commun.</p> <p>A.2.2.3 : Introduire et soutenir l'application du code de conduite interpartis auprès des 10 partis politiques lors de 5 dialogues multipartites.</p> <p>A.2.3.1 : 1 Réunion pré-électorale (au début du processus électoral) et 1 réunion post-électorale avec au moins 10 OSC et les superviseurs institutionnels pour discuter des résultats du suivi et de l'observation des processus électoraux et formuler au moins 20 recommandations dans un rapport qui propose également des mesures de prévention pour éviter les tensions post-électorales.</p>
3	<p>Justification de l'évaluation</p>
	<p>Le projet PARTICIPE est exécuté sur une durée de 18 mois cofinancé par la FES et la DUEM. Selon les modalités requises par les deux partenaires et dans le cadre des activités transversales de suivi, évaluation et audit, il est prévu une évaluation finale du projet.</p>
4	<p>Les objectifs et critères d'évaluation</p>



Cette évaluation entre dans le cadre de l'évaluation finale du projet PARTICIPE visant à :

- Constaté les réalisations et les degrés d'atteinte du projet
- Constaté les impacts au niveau du groupe cible, et au niveau de la localité d'exécution du projet.
- Ouvrir les perspectives de continuité du projet si des éléments basés sur les résultats sont pertinents

Selon les critères suivants, en répondant aux questions qui suivent :

1. Pertinence :

Les interventions/les réalisations du projet ont-elles répondues aux attentes des bénéficiaires, aux besoins et priorités du pays ?

2. Efficacité :

Quelle est la performance du projet en termes d'atteinte des résultats escomptés (avec référence aux indicateurs du cadre logique) ? Quelles étaient l'efficience, l'efficacité par rapport aux résultats attendus ? Est-ce que le projet a été mis en œuvre et les résultats atteints selon la planification, ou y a-t-il eu des contraintes/goulots d'étranglement/questions qui ont limité la mise en œuvre réussie et l'atteinte effective des résultats attendus du projet ?

1. Facteurs externes

- ✓ L'environnement politique a-t-il eu des conséquences positives ou négatives sur les performances de projet ?
- ✓ L'environnement politique reste-t-il propice à la réplication des leçons tirées du projet ?
- ✓ Le cadre légal et réglementaire a-t-il eu une influence sur les performances des acteurs du projet ?
- ✓ L'environnement socioculturel a-t-il eu des conséquences positives ou négatives sur les performances du projet ?
- ✓ Y a-t-il un quelconque facteur externe au projet qui a affecté la mise en œuvre, l'atteinte des résultats, la réplication ou l'impact politique ?

2. Facteurs liés à la mise en œuvre du projet

Conception du projet :

- ✓ La raison d'être du projet, le cadre logique sont-ils pertinents pour l'atteinte des objectifs attendus, étant donné le contexte local, régional et national de développement ?
- ✓ Le projet s'insère-t-il dans le cadre des stratégies nationales ?
- ✓ L'approche 'genre' a-t-elle été bien prise en compte lors de la conception du projet ?
- ✓ Est-ce que les objectifs du projet sont restés valables et pertinents tout au long du projet ?
- ✓ Les interactions institutionnelles ont-elles entravé la mise en œuvre des activités du projet ?

Gestion du projet

- ✓ La gestion du projet, à tous les niveaux, était-elle adéquate et appropriée ?



	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La gestion du projet était-elle axée sur l'atteinte des résultats ? ✓ La gestion des ressources humaines et financières a-t-elle été efficace ? ✓ Les indicateurs du cadre logique sont-ils appropriés, pour apprécier la performance du projet ? <p>3. Impacts : Quels sont les changements significatifs (positifs ou non) dans les 5 régions-cibles (Analamanga, Haute Matsiatra, Atsimo Andrefana, Atsinanana, Boeny) par rapport à la problématique de l'implication des jeunes et des femmes dans la sensibilisation électorale, pendant la durée du projet et la contribution du projet à ces changements. Quelle valeur ajoutée a le projet dans le domaine de l'implication des jeunes dans le processus électoral, dans les 5 régions-cibles ?</p> <p>4. Pérennité et engagement futur : Quelle est la probabilité que les résultats du projet soient durables sur le long terme, indépendamment de l'aide extérieure. Est-ce que la stratégie de sortie du projet et de ses partenaires est appropriée afin de promouvoir la durabilité ? Quels sont les défis qui restent à relever dans le domaine de l'implication des citoyens dans les processus électoraux à Madagascar ? Comment sont positionnés les différents acteurs du présent projet pour répondre à ces défis ? Y a-t-il un environnement propice pour renforcer les progrès faits durant le projet ? Analyser la vision, les stratégies et les mesures concernant un désengagement ou une continuation du projet. Apprécier la possibilité d'éventuels nouveaux projets en considérant les leçons et recommandations de la phase finale du projet actuel.</p> <p>5. Prise en compte du Genre : dans les différentes composantes du projet : Impacts du projet chez les femmes ? impacts du projet chez les hommes ?</p>
5	Livrables attendus de l'évaluateur
	<p>Un rapport d'évaluation de projet. Un atelier de restitution pour le grand public.</p>
6	Modalités d'intervention
	<p>La méthodologie suivie par la mission comprendra sept étapes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - Briefing de pré-mission : Briefing de l'évaluateur par les responsables de du projet. Contractualisation. 2 - Analyse de la documentation disponible <ul style="list-style-type: none"> ☐ Documents de projet (synthèse et détaillé) ☐ Rapports d'activités 3 - Entretien avec les parties prenantes 4 - Entretiens avec les groupes-cible 5 - Débriefing pour vérifier la cohérence de l'évaluation avec les besoins du projet 6 - Rapport de l'évaluation : d'un maximum de 30 pages, y compris les annexes



Cofinancé par
l'Union européenne

7	Compétences requises de l'évaluateur	
	<p>L'évaluation se basera sur une approche participative qui inclut les différents bénéficiaires et acteurs impliqués dans le projet. L'évaluateur doit répondre aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Connaissance en conception, suivi et évaluation de projets de développement. ● Connaissance en approches conceptuelles et opérationnelles d'évaluation des programmes et des projets de développement ● Connaissance en évaluation de la performance des programmes et projets ● Connaissance du paysage politique et du processus électoral est un atout ● Connaissance de la problématique du genre est également un atout ● Expérience dans l'évaluation de projet ● Excellente maîtrise de la langue française ● Capacités rédactionnelles, en particulier à rédiger des rapports 	
8	Dossiers requis et les modalités pour postuler	
	<p>Le prestataire devra fournir une proposition répondant à l'ensemble des exigences présentées dans ce cahier des charges. Cette réponse devra comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Une offre technique présentant la méthodologie d'intervention et le calendrier de réalisation plus en détail ● Une offre financière 	
9	Échéancier	
	Date limite de soumission de la proposition	Au plus tard 14 juin 2024
	Préparation de la mission d'évaluation : annonce-contractualisation avec l'évaluateur- Briefing avec l'évaluateur	Jusqu'au 21 juin 2024
	Mission d'évaluation	21 juin 2024 au 05 juillet 2024
	Remise du rapport final d'évaluation et atelier de restitution	Au plus tard le 10 juillet 2024